

Rapport de Groupe

« Le poids de l'Histoire »

Groupe J1 : « Fin de l'URSS et morcellement de l'Empire Russe »

QUEST'IE 2025

Sous la direction de Arjun S. Hundal, Responsable du module

Emilien BISEAU, Coordinateur du groupe

Lisa ROUSSEAU

Alexandre COUSINARD

Lilian APPLENCOURT

Alexis GUIBERT

Tristan LE GUENNIC

François-Xavier MAIGNON

Table des matières

| | |
|--|----|
| <i>Résumé exécutif</i> | 2 |
| <i>Introduction</i> | 3 |
| 1. Morcellement de l'URSS | 4 |
| 1.1 L'histoire politique du morcellement de l'URSS..... | 4 |
| 1.2 Recomposition du système politique : de la transition pluraliste à la recentralisation autoritaire..... | 7 |
| 1.3 Entre intégration occidentale et réaffirmation d'une influence eurasiatique..... | 7 |
| 2. La question de l'identité source de contestation lors du démantèlement | 8 |
| 2.1 Un démantèlement asymétrique qui alimente les revendications | 8 |
| 2.2 La conséquence inévitable des conflits de morcellement | 9 |
| 2.3 La recomposition post soviétique et la montée des nationalismes..... | 10 |
| 3. 1991-2000 : la décennie de la thérapie de choc | 10 |
| 3.1 Une transition économique à marche forcée | 10 |
| 3.2 Une société mal préparée et un manque de régulation de l'Etat..... | 11 |
| 4. De l'intégration à la confrontation : la rupture entre la Russie et l'Occident | 12 |
| Conclusion | 14 |
| Annexes | 15 |
| Bibliographie..... | 15 |
| | 18 |

Résumé exécutif

Ce rapport analyse la Russie post-soviétique sur la décennie 1991–2000 comme une phase de transition systémique caractérisée par un double dynamique : désintégration interne et recomposition stratégique externe. La dissolution de l'URSS agit comme un révélateur d'identités politiques et nationales longtemps contenues, entraînant une souverainisation rapide des républiques, l'apparition de zones de conflits « gelés » et un affaiblissement du monopole étatique de la violence, illustré notamment par la première guerre de Tchétchénie. Sur le plan institutionnel, la crise entre l'exécutif et le Parlement culmine en 1993 et débouche sur une architecture présidentialisée renforcée, pensée comme réponse à l'effondrement de la chaîne administrative soviétique mais ouvrant aussi la voie à une recentralisation croissante.

En parallèle, la « thérapie de choc » économique produit un choc social massif : inflation, appauvrissement, désorganisation du marché du travail et constitution d'une oligarchie issue d'un accès politico-financier aux actifs publics. La crise financière de 1998 marque un point de rupture et accélère la recherche, par le pouvoir, d'une figure de stabilisation capable de restaurer la « verticalité » et la discipline de l'État.

Sur le plan international, l'espoir initial d'un arrimage à l'ordre euro-atlantique se heurte à la perception d'un déclassé stratégique, nourrie par l'élargissement de l'OTAN et la guerre du Kosovo. La décennie se conclut ainsi sur un basculement doctrinal et l'ascension de Vladimir Poutine, dans un contexte où la demande interne d'ordre et le ressentiment externe envers l'Occident convergent.

L'approche combine une lecture chronologique et une structuration thématique. L'analyse articule niveaux interne et externe afin de relier les mécanismes de fragilisation de l'État aux inflexions de politique étrangère. Les éléments quantitatifs sont mobilisés comme indicateurs d'intensité des chocs et non comme finalité, et sont interprétés à la lumière d'une triangulation entre littérature académique, sources institutionnelles et productions médiatiques.

Les sources mobilisés sont les suivants : 1) des ouvrages et travaux académiques (historiens, géographes, politistes) pour les cadres d'interprétation et la périodisation ; 2) des articles et notes de recherche (revues, policy memos) pour éclairer des mécanismes spécifiques (privatisations, crises monétaires, chômage « caché ») ; 3) des données et documents institutionnels pour l'objectivation chiffrée (organisations internationales, séries macroéconomiques) ; 4) des sources primaires et paraprimaires (mémoires, textes constitutionnels, déclarations et accords) pour étayer les points de doctrine et de droit ; 5) enfin, de la presse généraliste et spécialisée pour documenter la perception publique et les séquences politiques, complétée, de manière subsidiaire, par des ressources encyclopédiques et pédagogiques utilisées comme points d'entrée et non comme autorités finales.

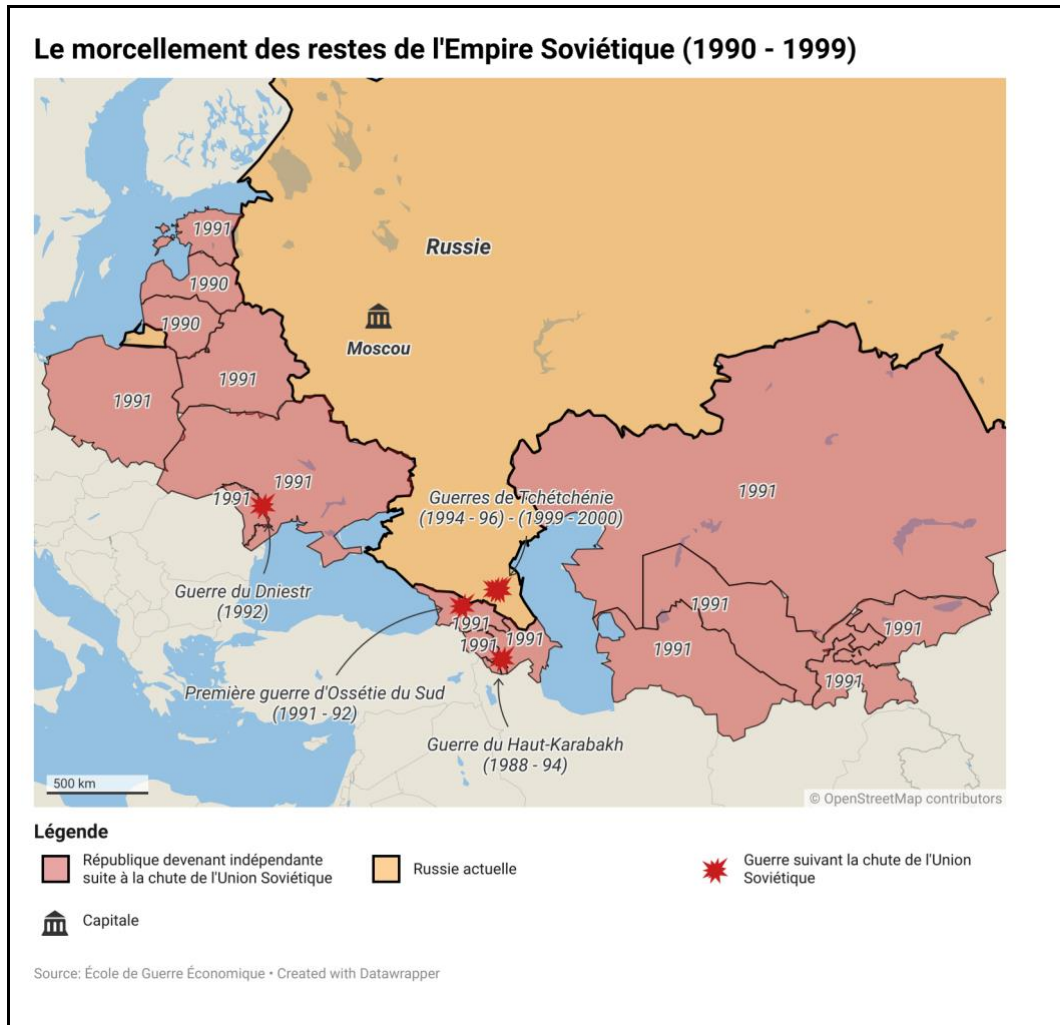
Introduction

La chute de l'Union soviétique en 1991 marque un tournant fondamental dans la géopolitique contemporaine. Ce rapport examine la période 1991-2000, durant laquelle la Russie post-soviétique traverse une transition systémique d'une ampleur inédite, oscillant entre démocratisation institutionnelle et recomposition autoritaire, instabilité économique et intégration aux dynamiques internationales.

Le morcellement de l'empire soviétique révèle des tensions identitaires longtemps résorbées, génère des conflits régionaux « gelés » et entraîne un affaiblissement majeur de l'État russe. La « thérapie de choc » économique impose une libéralisation rapide sans cadre régulateur, provoquant une grave crise économique et l'émergence d'une oligarchie concentrant les richesses nationales.

Parallèlement, la rupture progressive avec l'Occident, cristallisée par l'élargissement de l'OTAN et l'intervention en Yougoslavie, redéfinit les orientations géostratégiques russes. Cette décennie tumultueuse constitue ainsi le creuset des déséquilibres structurels et des ressentiments qui structurent la Russie contemporaine.

1. Morcellement de l'URSS



1.1 L'histoire politique du morcellement de l'URSS

Le mandat du secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), Leonid Brejnev, se termine à sa mort, en 1982. Il se conclut sur une période de stagnation avancée : croissance nulle, corruption systémique et immobilisme du PCUS. Jean-Louis Van Regemorter, historien français spécialiste de la civilisation russe, souligne qu'à la fin des années 1970, le régime est déjà entré dans une phase de « consolidation - sclérose », où le PCUS, véritable État dans l'État, s'enferme dans une bureaucratie au détriment de la réforme. Andropov, devenu secrétaire du PCUS en 1982, conscient de l'asphyxie du système, ne réussit qu'un demi-tournant. Il met en place des expérimentations économiques : le concept de discipline du travail et de lutte contre les rentes, réaffirmant les valeurs communistes.

Les structures étant verrouillées par des cadres du parti, l'impact reste faible. Son successeur, Chernenko, revient à un conservatisme sans nuance, mettant en lumière un manque d'élan dans l'ordre soviétique. Les crises s'accumulent : stagnation économique prolongée, impact du déploiement soviétique prolongé en Afghanistan, paupérisation relative d'un pan de la population et tensions nationales et périphériques croissants. Jean Radvanyi, professeur de géographie de la Russie, note que les dynamiques de repli démographique des Russes hors des Républiques non slaves annoncent dès les années 1970 les prémices d'une décolonisation.

Quand Gorbatchev arrive au pouvoir, il se rend rapidement compte que les mesures économiques échouent. Sa première vague de réforme, lois sur l'entreprise et développement des coopératives, produit des distorsions sans moderniser l'appareil économique. Il abandonne dès 1986-87 cette tentative de modernisation pour se concentrer sur la rénovation politique visant à contourner un appareil d'État qui, par nature, fait obstacle à toute transformation. La ligne révisionniste, lancée en 1987, se heurte en 1988 à une opposition conservatrice structurée autour de Ligatchev, numéro 2 du PCUS. Pour sortir du blocage, Gorbatchev entreprend une désassimilation progressive entre l'État, la société civile et le PCUS, afin que le parti devienne à nouveau un organe politique plutôt que le garant d'un État entier. Ce basculement constitue une rupture dans la logique de l'État-parti soviétique. Jean-Louis Van Regemorter identifie plutôt un basculement systémique qu'une simple réforme interne.

La XIXe conférence du Parti, en juin 1988, acte ce recentrage politique après l'échec de la réforme économique. Gorbatchev consolide son autorité institutionnelle en devenant président du Présidium en octobre 1988, anticipant la nécessité de se prémunir contre un renversement interne, comme Khrouchtchev. En décembre, une réforme constitutionnelle crée le Congrès des députés du peuple et introduit des candidatures concurrentielles. Ces dernières visent à s'appuyer sur les couches intellectuelles et technocratiques plutôt que sur la garde partisane jugée « ancienne ». Les élections de 1989 aboutissent à une percée de réformateurs tandis que les conservateurs sont marginalisés. Le Soviet suprême, plus conservateur, détient cependant l'essentiel des leviers, créant un dualisme institutionnel qui fragilise l'autorité de l'URSS. Un quasi-État de droit s'impose progressivement : droit de grève limité le 9 octobre 1990, fin de la censure tout en maintenant le secret d'État le 12 juin 1990, création d'une présidence de l'URSS dotée de pouvoirs exécutifs forts.

L'abrogation de l'article 6 en 1990 ouvre une brèche, puisque le PCUS perd son monopole politique alors même que le pouvoir est instable. Les partis concurrents émergent mais l'encadrement de la transition est difficile puisque l'État est faible. Cette fragilité est concrète : le pouvoir central souffre d'une crise de légitimité, l'appareil du Parti ne parvient plus à discipliner efficacement les élites locales, tandis que les républiques contestent de plus en plus ouvertement les décisions de Moscou, que l'État peine à faire appliquer dans un contexte de crise économique et de pénuries. Les républiques s'engagent alors dans une logique de souverainisation avec une montée des nationalismes dans l'ensemble de ces territoires : les fronts populaires baltes revendiquent l'indépendance, les Caucasiens et les Moldaves contestent l'autorité centrale. Le courant « cartiériste » selon lequel les « marges » coûtent plus que ce qu'elles ne rapportent est capté par Eltsine, après que ce dernier ait été disgracié en 1987.

Devenu président du Soviet suprême de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (RSFSR), la plus importante démographiquement et économiquement de l'URSS. Il engage un affrontement juridique et proclame sa souveraineté en juin 1990. En juin 1991, Elt sine est élu président de la Russie au suffrage universel avec 57% des voix, acquérant une légitimité démocratique que Gorbatchev n'a pas eu. La situation sociale s'effondre en 1991, avec en fond l'impact de la libéralisation partielle des prix et des lois de 1987 qui provoquent une grave inflation. Les mineurs, notamment, déclenchent des grèves massives qui paralysent des pans entiers de l'économie. En mars, un référendum donne 76% de « oui » à une union rénovée, mais six Républiques boycottent le scrutin : l'Arménie, la Géorgie, la Moldavie, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Le cadre territorial commun est alors déjà rompu. Le putsch des conservateurs en août 1991 échoue en trois jours. Le PCUS est d'abord suspendu puis interdit. Eltsine apparaît alors comme une figure de la transition démocratique, le parti-État est ainsi délégitimé. En décembre 1991, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie signent les accords de Belovèje, actant la dissolution de l'URSS. Ces accords font suite à l'engagement d'un processus de souverainisation juridique dès 1990, renforcé après l'échec du putsch d'août 1991. Cette dissolution laisse une Russie en quête d'identité après l'effondrement du modèle soviétique.

La Russie post-soviétique hérite d'institutions faibles, d'un appareil administratif dégradé et d'un pluralisme politique nominal. Le conflit entre Eltsine et le Parlement sur la conduite des réformes conduit à une dissolution illégale du Parlement en 1993, menant à des affrontements armés à Moscou et au bombardement du Parlement. La nouvelle Constitution instaure une présidence très forte, dotée d'un grand pouvoir réglementaire et d'un contrôle étroit sur l'exécutif. Cette verticalité vise à compenser l'effondrement de la chaîne administrative soviétique : à mesure que les républiques affirment la primauté de leurs lois, elles se dotent d'institutions propres et contestent les injonctions de Moscou, qui perd progressivement sa capacité à faire descendre ses décisions dans l'ensemble de l'espace soviétique par ses propres relais administratifs et politiques. Dans le même temps, la souveraineté de l'État se délimite, avec des régions qui proclament leur indépendance, certaines une autonomie poussée et d'autres une quasi-souveraineté. L'incapacité de l'État à exercer son monopole de la violence est mise en exergue par la première guerre de Tchétchénie, où l'accord est défavorable à la Russie malgré la chute de Grozny.

Les oligarques, finançant partis politiques et campagnes électorales, jouent un rôle décisif dans la réélection d'Eltsine contre Ziouganov, chef du Parti communiste. Ils obtiennent en contrepartie un accès direct au pouvoir. La corruption, la fragmentation et l'effondrement des services publics renvoient l'image d'un État affaibli, voire en voie de démantèlement. Le paysage politique est fragmenté : des libéraux pro-marché, des communistes, des nationalistes-populistes, le parti au pouvoir et une diversité de groupuscules anarchistes, témoignent de cette décomposition idéologique.

Sur le plan international, l'ouverture de Gorbatchev aux Européens se heurte dans les années 1990 au refus implicite de l'OTAN et de l'Union Européenne d'intégrer la Russie au même titre que les pays d'Europe centrale. Bien que la Russie se rapproche du G8 au milieu des années 1990, l'élargissement de l'OTAN, l'épisode du Kosovo et la marginalisation de la Russie sur la scène mondiale nourrissent l'essor des courants nationalistes et eurasistes. Bien qu'aucune candidature officielle n'ait

été déposée, la position des pays européens est claire : la Russie est considérée comme un partenaire extérieur mais pas comme un potentiel candidat.

La crise financière de 1998 précipite l'effondrement de l'État : entre dévaluation, fuite des capitaux et délitement administratif. Eltsine veut alors une figure forte en succession qui saura dresser une certaine verticalité et discipline du pouvoir. Il nomme Vladimir Poutine Premier ministre en 1999, puis démissionne. Il devient ainsi président par intérim à la démission d'Eltsine.

Entre 1991 et 2000, la Russie redéfinit son architecture politique interne tout en tentant de conserver un rôle central dans l'espace post-soviétique et de clarifier sa position face à l'Union européenne et à l'OTAN. La décennie est marquée par un double mouvement : une transition institutionnelle officiellement démocratique mais rapidement recentralisée, et une politique extérieure oscillant entre rapprochement avec l'Ouest et reconstruction d'une sphère d'influence eurasiatique.

1.2 Recomposition du système politique : de la transition pluraliste à la recentralisation autoritaire

Après l'effondrement de l'URSS, la Russie adopte les cadres institutionnels des démocraties libérales : liberté d'association, multipartisme, élections pluralistes. S'ensuit une décennie de crises politiques marquée par un putsch en 1991 par des conservateurs communistes et le bombardement du parlement (crise constitutionnelle et intervention militaire) en 1993 établissant un régime présidentiel fort. La scène politique du pays devient propice à Eltsine qui incarne le rôle central d'un président démocratique vu comme contre-modèle d'une URSS dépassée. Les lois de 1995, 1998 et 2001 structurent cependant un espace politique de plus en plus contrôlé. Sous couvert de rationalisation, elles imposent des exigences strictes aux partis, restreignent l'accès à la Douma et contribuent à marginaliser les formations libérales. Progressivement, le Parlement s'aligne sur la présidence et l'espace médiatique perd son autonomie.

Cette évolution traduit un processus typique des régimes hybrides : un formalisme démocratique maintenu, mais une concentration croissante du pouvoir exécutif. À la fin de la décennie, l'arrivée de Vladimir Poutine accélère ce mouvement : restauration de la « verticalité du pouvoir », reprise en main des gouverneurs régionaux et recomposition du champ partisan autour de forces loyales au Kremlin. La stabilisation politique passe par la reconquête de l'autorité fédérale, notamment dans les régions sensibles, ce qui prépare un État plus centralisé et plus cohérent.

1.3 Entre intégration occidentale et réaffirmation d'une influence eurasiatique

Sur le plan international, la Russie tente d'abord de s'arrimer à l'ordre politique européen : accords de partenariat avec la Communauté Économique Européenne dès 1994, adhésion au Conseil de l'Europe en 1996, participation au G7 en 1997. Moscou cherche alors une reconnaissance occidentale équivalente à son statut d'ancienne superpuissance, espérant être considérée comme un acteur structurant du continent.

Mais ce rapprochement se heurte rapidement au phénomène central de la période : l'élargissement progressif de l'OTAN, puis de l'UE, dans l'ancien glacis soviétique. Pour les élites

politiques russes, ce mouvement remet en cause la profondeur stratégique héritée de l'URSS et déclenche un sentiment d'encerclement. Malgré l'Acte fondateur OTAN–Russie de 1997, l'expansion occidentale vers l'Europe centrale et orientale est perçue comme une réduction directe de l'influence russe dans ce que Moscou considère comme son « étranger proche ».

Parallèlement, la Russie s'efforce de reconstituer une sphère d'influence post-soviétique à travers la Communauté des États Indépendants, une coopération politico-militaire et la réactivation de réseaux d'influence dans le Caucase et en Asie centrale. Il s'agit moins de restaurer l'empire soviétique que d'assurer une forme de stabilité régionale compatible avec les intérêts nationaux russes et avec une vision géopolitique héritée du « Heartland » : le contrôle ou l'influence sur l'Eurasie centrale permettrait de préserver le statut stratégique de la Russie face à l'Ouest.

2. La question de l'identité source de contestation lors du démantèlement

Le démantèlement de l'Union soviétique entamé en 1991 vient bousculer brutalement les répartitions spatiales et les conceptions des identités jusqu'alors absorbées par l'empire soviétique. Les dirigeants tentent un découpage administratif en suivant la répartition des « *nacionalnost* » (nationalités intra-soviétiques basées sur les ethnies). On retrouve derrière cette démarche la volonté de créer des États-nations homogènes.

Cependant, une dichotomie commence à se dessiner au sein de cette organisation. Au fil de la décennie 1990 des débats vifs animent la vie de l'ex-empire, des revendications nationales trouvent en partie leurs racines dans la nouvelle constitution de 1993. Celle-ci permet à l'article 26-1 de choisir l'identité nationale : « Chacun a droit de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. Nul ne peut être contraint de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale ». Cette disposition ouvre la voie à de nombreux scénarios pour les identités issues de l'ex-URSS, dans un contexte de recomposition politique et territoriale.

Dès 1991, la dynamique de découpage territorial ethno-conçue rencontre des failles juridiques. Celles-ci créent des bulles géographiques crisogènes renforcées par des doubles standards fixés par Moscou.

2.1 Un démantèlement asymétrique qui alimente les revendications

Dans ce contexte d'effervescence politique, un rapport de force s'installe entre le centre et les régions. Celles-ci exploitent la faiblesse du pouvoir central, affaibli par les rivalités internes à Moscou, pour faire avancer leurs revendications et multiplier les demandes de concessions. Ce jeu de négociation révèle une contradiction structurelle entre l'affirmation d'un cadre fédéral commun et la persistance de statuts différenciés selon les républiques et les régions.

En 1992, Jean Radvanyi parle ainsi d'une « fédération asymétrique », afin de décrire un système dans lequel l'égalité formelle entre les entités fédérées coexiste avec des statuts profondément inégaux. La Constitution de 1993 entérine en partie cette logique en maintenant des dispositifs ambigus, notamment sur la question de l'appartenance nationale. Entre 1994 et 1999, Radvanyi évoque même un « fédéralisme à la carte », pour souligner l'écart croissant entre l'architecture

constitutionnelle affichée et les pratiques politiques effectives. La Russie accorde alors plusieurs concessions, dont certaines inspirées du modèle tatarstanien, mais ces ajustements ne suffisent pas à réduire durablement les disparités.

2.2 La conséquence inévitable des conflits de morcellement

Le démantèlement de l'URSS désigne l'éclatement de son espace politique et territorial, avec la transformation des anciennes frontières internes en frontières entre États. Il a surtout touché le Caucase, l'Asie centrale, l'Ukraine, la Moldavie et les marges de la Russie, où se sont multipliées tensions et conflits. Cette situation provoque le dégel de multiples conflits qui trouvent leurs racines au XIX^{ème} siècle. Il est donc à la fois le révélateur de conflits antérieurs comme le créateur de bulles crisogènes transmises en héritage pour le XXI^{ème} siècle. Sur l'ancien territoire de l'URSS, ces zones sont nombreuses et certaines d'entre elles catalysent les frictions typiques de la période avec des récurrences régulières. Le découpage et la mise en place de frontières coupe des territoires et des populations, fracturant des communautés et brisant le climat de paix qui existait au moment de l'URSS.

Cette dissolution n'entraîne pas de conflits globaux et se réalise dans un relatif état de paix et ce bien que cet espace soit fortement militarisé. La montée des nationalismes en Russie et dans les zones périphériques provoquent des conflits inter-ethniques, désunifiant un ensemble post-soviétique qui permettait de maintenir une paix relative. Ainsi, des pogroms éclatent entre communautés dans le Caucase entre Arméniens et Azerbaïdjanais. Désormais dépourvus de puissance régulatrice, les deux pays s'affrontent militairement lors d'une guerre ouverte de 1991 à 1994.

Dès les premiers instants de la dissolution, des conflits éclatent à la suite des réclamations d'indépendance de la part de régions sécessionnistes. L'Ossétie du Sud tente de se rattacher à la Russie en 1991 entraînant un conflit armé meurtrier jusqu'en 1992.

L'effondrement a aussi eu pour conséquence le maintien d'une diaspora ethnique russe ou russophone dans les anciennes républiques. L'existence de ces minorités au sein des États frontaliers de la Russie ont provoqué chez ces populations un sentiment d'humiliation. Les discriminations à leur égard par les nouvelles autorités politiques constituent alors un terreau fertile pour les ambitions impérialistes et nationalistes de la Russie de Vladimir Poutine.

Au sein même de la Fédération de Russie coexistent une pluralité d'entités administratives (oblast, kraï) mais aussi 21 républiques nationales et 10 territoires autonomes. Dans ce moment de faiblesse profonde de l'État central russe, plusieurs revendications d'autonomie émergent comme au Tatarstan. Elles émergent également de manière conflictuelle, comme en Tchétchénie qui refuse son intégration à la fédération. Malgré une contestation interne, le général Djokhar Doudaïev proclame l'indépendance du territoire en 1992. Le gouvernement central soutient les mouvements d'opposition armés, mais l'augmentation des tensions force l'intervention de Moscou en décembre 1994. Celle-ci déclenche la première guerre de Tchétchénie. Les troupes russes sont mises en échec, la Russie perd alors concrètement la souveraineté sur ce territoire

En 1999, une série d'attentats à l'intérieur même du territoire russe conduit par des indépendantistes Tchétchènes marque le sentiment de vulnérabilité et d'affaiblissement de la Russie aux yeux de l'opinion russe. Ces attentats vont pousser la Russie à une seconde intervention en Tchétchénie.

2.3 La recomposition post soviétique et la montée des nationalismes

La chute de l'URSS donne naissance à quatre nouvelles puissances nucléaires : la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Pour résoudre ce problème qui enfreint le traité de non-prolifération de 1968, les Occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni), la Russie, et les trois nouvelles républiques se retrouvent à Budapest en 1994. Il signe un mémorandum de transfert des armements nucléaires en échange de l'assurance par les signataires et la communauté internationale de la garantie des frontières.

Dans les années 1990, plusieurs de ces conflits essaient au sein de l'ex-empire soviétique et en Europe de l'Est. La dislocation de la Yougoslavie entraîne une série de guerres d'indépendance (Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie...) mais également la montée de conflit nationaliste au sein de la République de Serbie avec le conflit au Kosovo. La Russie y voit l'opportunité de reconstituer une influence russe sur la base de l'identité slave partagée entre la Russie et la Serbie. La campagne de bombardement menée par l'OTAN de la Yougoslavie de mars à juin 1999, illégale selon l'ONU, crée une première brèche dans la relation entre la Russie et l'Occident.

L'instabilité politique, les difficultés économiques sont des éléments de l'insécurité générale ressentie au sein de la population russe. En parallèle, la défaillance de l'État central ouvre la voie à une montée des réseaux criminels et mafieux.

3. 1991-2000 : la décennie de la thérapie de choc

Au début des années 1990, la Russie subit une désintégration économique majeure consécutive à la chute de l'URSS et à la fin de soixante-dix ans d'une économie planifiée. Boris Eltsine et son ministre Egor Gaïdar mettent alors en œuvre la « thérapie de choc », inspirée des prescriptions néolibérales du Fonds Monétaire International (FMI) censé amorcer une transition vers une économie de marché.

Bien que conçue pour moderniser le système, cette transition engendre une profonde crise sociale et institutionnelle : appauvrissement massif, inégalités aggravées et émergence d'une oligarchie concentrant les richesses nationales. Ce tournant marque la genèse d'une Russie post-soviétique durablement structurée par les déséquilibres issus de cette libéralisation rapide et non maîtrisée.

3.1 Une transition économique à marche forcée

Le gouvernement Gaïdar abolit unilatéralement les contrôles de prix le 2 janvier 1992, anticipant que cette libéralisation créerait rapidement un équilibre de marché. Cette décision provoque un choc économique sans précédent. L'inflation mensuelle atteint 245% en janvier 1992, générant une inflation annuelle de 2 500%, résultat de l'expansion incontrôlée de la masse monétaire

et des déficits budgétaires financés par la création monétaire. Sur la période 1993-1995, le taux de pauvreté bondit de 2% (1987-1988) à 50%, soit la moitié de la population vivante donc sous le seuil de pauvreté (74.2 millions de personnes). Entre 1991 et 1998, le PIB s'effondre de plus de 40%.

L'inflation demeure élevée tout au long de la décennie (840% en 1993, 215% en 1994), ralentissant progressivement à 11% en 1997. Cependant, cette stabilisation macroéconomique s'accompagne d'une détérioration continue du marché du travail. Le chômage officiel progresse régulièrement de 5,2% (1992) à 10,6% (2000) atteignant un pic en 1998 à 13,26%, tandis que les arriérés de salaire systématiques et les congés administratifs non rémunérés affectent un quart supplémentaire de la main-d'œuvre.

Le système de bons de privatisation (1992-1994) transfère 16 500 entreprises à des propriétaires privés, mais avantage principalement les directeurs d'entreprises qui pressent les salariés de vendre leurs parts à bas prix. En fin d'année 1995 et début 1996, face aux besoins de financement de sa réélection, Eltsine adopte le système de « prêts contre actions », canalisant les plus grands fleurons industriels vers des hommes d'affaires, comme Berezovsky, Khodorkovski et Abramovich, en échange d'un soutien politique. Cette concentration extrême de richesse crée une classe oligarchique dont la fortune ne provient pas de l'innovation mais de l'accès politique aux actifs publics.

Le statut de la Russie en tant qu'exportateur majeur d'énergie a fait de la chute brutale des cours mondiaux du pétrole un facteur déterminant dans le déclenchement des crises. Les variations du rouble suivent de près celles des prix du pétrole. Ces derniers ont chuté de plus de 50 % en 1998, prémisse de la crise financière d'août. De plus, la fuite des capitaux en 1998 s'élève à 25 milliards de dollars (un montant considérable pour l'économie russe de l'époque, dépassant largement le niveau des réserves internationales) et a été suivie de 15 milliards de dollars supplémentaires en 1999.

Le 17 août 1998, le gouvernement dévalue le rouble (passant de 6 à 21 roubles par dollar), fait défaut sur sa dette intérieure et proclame un moratoire de 90 jours sur les paiements bancaires. Cette crise provoque une nouvelle contraction du PIB de 5% en 1998 et rétablit l'inflation à 84%. Paradoxalement, l'effondrement du rouble rend les exportations russes compétitives, inaugurant un rebond du taux de croissance économique à partir de 1999 (+6,9%).

3.2 Une société mal préparée et un manque de régulation de l'Etat

Poussée principalement par le FMI et les États-Unis au début des années 1990, notamment à partir de 1992 avec la mise en œuvre des réformes dites de « thérapie de choc » sous la présidence de Boris Eltsine, la Russie choisit une politique de transition économique rapide. Le pays se trouve alors dans une situation face à laquelle il n'est pas préparé. La transition censée remettre la Russie au cœur des échanges économiques n'a pas l'effet escompté. Les entreprises soviétiques qui étaient protégées de la concurrence étrangère se retrouvent dépassées par la concurrence internationale, mieux adaptée et plus performante que l'industrie russe. De plus, la Russie ne dispose plus d'une base industrielle aussi importante que durant la période de l'URSS. Une part importante de l'industrie soviétique se situe en dehors des nouvelles frontières. Le changement d'une économie planifiée à une économie de marché, combiné à d'autres facteurs, a accablé l'économie Russe.

Afin de suivre la thérapie de choc imposée par le FMI, la Russie continue la libéralisation de son économie débutée avec les réformes *Perestroïka* des années 1980. Le pays privatise un nombre conséquent d'entreprises et d'usines de nombreux secteurs. Cela passe par la redistribution des parts aux parties prenantes des entreprises, salariés, cadres... Cette politique n'a cependant pas été accompagnée d'une législation de protection de la propriété adaptée. Les législateurs estimant, à tort, que le marché se régulerait de lui-même.

Par conséquent, les petits chefs et les cadres ont profité de cet écart juridique pour accroître leur participation dans les capitaux des entreprises au détriment des salariés, souvent de manière discutable. La décennie 1990 est marquée par la création d'une élite concentrant les capitaux qui gagnent en influence. Elle s'accélère surtout à cause de la politique de privatisation russe de secteurs comme les télécoms, l'énergie avec le gaz et le pétrole. Cette privatisation est vue par l'État comme incontournable à cause de la situation économique catastrophique du pays. Ces hommes qui ont gagné en influence sont appelés les Oligarques et pèsent sur la politique russe du milieu des années 90 à l'ère de Poutine.

Dans le même temps, la situation économique, l'inflation et la pauvreté provoquent l'explosion d'une économie parallèle et entraîne des difficultés d'application de prélèvement d'impôts. Le travail non déclaré représente une part importante mais difficile à évaluer de la création de richesse en Russie. La population Russe et surtout les entreprises suffoquent sous les impôts. Les entreprises pouvaient être imposées à plus de 100% de leurs revenus. Un tel niveau d'imposition pousse les entreprises à frauder pour survivre. De plus, l'État est confronté à un refus de la population à payer un impôt sur le revenu et les recettes de l'État sont trop faibles pour assurer de nombreux services publics, tels que la santé ou le soutien économique nécessaires aux entreprises. La société russe a subi un changement trop brusque pour que la transition vers une économie de marché atteigne ses objectifs, du moins à court terme.

4. De l'intégration à la confrontation : la rupture entre la Russie et l'Occident

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, les dirigeants russes parient sur l'avènement d'une nouvelle ère de coopération étroite avec l'Occident. L'intégration de la Russie dans les principales enceintes internationales, notamment le G7 (désormais G8), symbolise cette volonté de reconnaissance comme partenaire à part entière de l'ordre international post-guerre froide. Cette orientation repose sur l'hypothèse selon laquelle la fin de la bipolarité ouvrirait un espace de sécurité partagé, fondé sur des intérêts convergents et une architecture euro-atlantique inclusive.

Cette lecture optimiste est cependant rapidement remise en cause. Dans les cercles politiques et médiatiques russes, l'idée s'impose progressivement que ce choix stratégique constituait une erreur majeure. Des figures influentes comme Sergueï Karaganov, ancien président du Conseil pour la politique étrangère et de défense, expriment une désillusion profonde : loin d'entrer dans un partenariat équilibré, la Russie aurait accepté une position subordonnée dans un ordre international dominé par les États-Unis.

Cette perception est renforcée par l'expansion de l'OTAN. Alors que Gorbatchev avait un temps envisagé une autodissolution de l'Alliance atlantique par symétrie avec la disparition du Pacte de Varsovie, l'OTAN non seulement survit, mais se renforce considérablement. Son élargissement en avril 1999 à plusieurs pays de l'ancien bloc soviétique est perçu en Russie comme une remise en cause directe des équilibres issus de la fin de la Guerre Froide. Cette extension de l'OTAN, est considérée par les anciens pays membres du Pacte de Varsovie comme le moyen de garantir leurs existences face à la Russie. Cette dynamique est mal vécue car elle entre en contradiction avec la promesse attribuée au secrétaire d'État américain James Baker, qui stipulait que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est à la suite de l'acceptation par Moscou de l'adhésion de l'Allemagne réunifiée à l'Alliance.

La recomposition politique et stratégique du continent européen au cours des années 1990 entraîne ainsi une révision progressive, au sein des élites russes, de la lecture des intentions américaines. Dans un premier temps, la Russie, fragilisée économiquement et socialement, estime ne pas avoir d'alternative crédible à un alignement partiel sur l'Occident, que ce soit sous la forme d'un partenariat stratégique ou d'un voisinage pacifique au sein d'un « nouvel ordre mondial ». Toutefois, le remplacement en 1996 d'Andreï Kozyrev par Evgueni Primakov au ministère des Affaires étrangères marque une inflexion décisive. Cette rupture doctrinale se confirme lorsque Primakov devient Premier ministre en 1998-1999.

L'émergence de la « doctrine Primakov » met fin à une période durant laquelle la puissance russe avait été mise entre parenthèses. La Russie réaffirme alors sa vocation à être une grande puissance et revendique un monde multipolaire, dans lequel elle se conçoit comme une puissance d'équilibre. Cette orientation est prolongée et consolidée sous Vladimir Poutine, d'abord Premier ministre, puis président, avec l'affirmation d'une ligne stratégique explicitement destinée à contenir l'hégémonie occidentale.

Dans ce contexte, la guerre du Kosovo constitue un tournant majeur. La décision américaine d'intervention est perçue par la Russie comme une tentative d'incarner le gendarme du monde et d'imposer son nouvel ordre mondial. Elle provoque une vague d'indignation dans le pays. Des mobilisations de rue ont lieu à Moscou et dans d'autres grandes villes, faits inédits depuis 1991, manifestant une solidarité panslave avec la Serbie. Des slogans de défiance vis-à-vis de l'OTAN et de la politique occidentale émergent : « Aujourd'hui Belgrade, demain Moscou ! ». Il se développe alors dans l'imaginaire collectif russe que l'OTAN constitue une menace existentielle. Cette perception est renforcée par les déclarations du général Wesley Clark, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, établissant un parallèle explicite entre la Serbie de Milosevic et la Russie notamment au travers de la question tchétchène.

La guerre de Yougoslavie marque ainsi une rupture durable dans les relations entre la Russie et l'Occident. Elle met fin aux illusions d'un ordre international post-guerre froide fondé sur la coopération et installe un climat de méfiance stratégique, dans lequel Moscou interprète l'action occidentale comme fondamentalement révisionniste et hostile à ses intérêts vitaux. Ce moment fondateur éclaire largement la trajectoire ultérieure de la politique étrangère russe et la centralité du ressentiment vis-à-vis de l'OTAN dans sa doctrine stratégique contemporaine.

Conclusion

La décennie enragée de 1991 à 2000 constitue une période fondatrice pour la Russie post-soviétique, marquée par un chaos institutionnel et économique qui préfigure les structures autoritaires du régime poutinien. Le démantèlement brutal de l'URSS laisse une Russie affaiblie. L'incapacité de l'État à assurer ses fonctions régaliennes engendre des carences institutionnelles. Les oligarques et les réseaux criminels comblent alors ce vide, créant ainsi les conditions de la recentralisation autoritaire que Poutine orchestrera dès son arrivée au pouvoir en 1999.

La fragilité interne de la Russie entraîne une révision significative de sa stratégie géopolitique. Le sentiment d'être menacé face à l'expansion de l'OTAN, l'intervention occidentale en Yougoslavie sans mandat de l'ONU et la perception d'un ordre établi imposé ont persuadé les élites russes que la volonté d'intégration au système occidental était une erreur stratégique. L'émergence de la doctrine Primakov a marqué le tournant doctrinaire que Poutine a ensuite consolidé.

Annexes

Bibliographie

Alain Blum, Parcours de vie de l'URSS à la Russie. Les Russes de Gorbatchev à Poutine, 6, Armand Colin, pp.127-138, 2005. [Parcours de vie de l'URSS à la Russie, Alain Blum](#)

Alexandra Samarina, « Russie. Vladimir Poutine, dix ans de pouvoir », *Courrier international*, 11 août 2009, consulté le 15 décembre 2025,

<https://www.courrierinternational.com/article/2009/08/10/vladimir-poutine-dix-ans-de-pouvoir>

Amandine Dusoulier et **Mykhaïlo Sergieivskyi**; La Russie post-soviétique en quête d'identité et de puissance, *Observatoire Pharos*, 19 janvier 2022; [La Russie post-soviétique en quête d'identité et de puissance](#).

Anders Åslund, *The Biggest Problem in Post-Communist Transition: The Privatization of Large Enterprises*, CASE Working Papers, no. 16 (140) (Warsaw: Center for Social and Economic Research [CASE], 2021), PDF, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/274087/1/1772758930.pdf>

Beyer, Cyrille. « 1994 : l'Ukraine accepte d'abandonner son arsenal nucléaire. » *INA éclaire l'actu*, 28 février 2022 (mis à jour le 9 mars 2025). <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/1994-l-ukraine-accepte-d-abandonner-son-arsenal-nucleaire>.

Charles Lacroix, La relation entre la Russie et l'Europe depuis 1991, *Mister Prepa*, 13 novembre 2025. [La relation entre la Russie et l'Europe depuis 1991](#)

David Teurtrie, « La Russie, retour en puissance » (Paris : Armand Colin, 2022), p. 31, 134-145. Déclaration des droits des compatriotes russiens adoptée le 30 janvier 1994 par le Congrès des communautés russes.

Laruelle Marlène, *La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006)*. Les Études du CERI, no 126. Paris : Centre d'études et de recherches internationales (CERI), juin 2006. <https://sciencespo.hal.science/hal-05038378v1/file/etude126.pdf>.

Emmanuel Lincot, « L'Eurasie en question : entretien avec David Cumin », *Asia Focus* no 144 (Paris : IRIS, Programme Asie, juillet 2020), PDF, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/07/Asia-Focus-144.pdf>

François Bonnet, « Vladimir Poutine, président par intérim, promet un État fort et un nouveau patriotisme russe », *Le Monde*, 1er janvier 2000, consulté le 15 décembre 2025, https://www.lemonde.fr/archives/article/2000/01/01/vladimir-poutine-president-par-interim-promet-un-etat-fort-et-un-nouveau-patriotisme-russe_36876_1819218.html

Gilles Gressani, « La doctrine Primakov, » *Le Grand Continent*, 8 novembre 2017, consulté le 15 décembre 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2017/11/08/la-doctrine-primakov/>.

Jean-Baptiste Naudet, « Moscou tente de faire cesser la grève des mineurs sans salaires depuis plusieurs mois », *Le Monde*, 6 août 1996, consulté le 15 décembre 2025,

https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/08/06/moscou-tente-de-faire-cesser-la-greve-des-mineurs-sans-salaires-depuis-plusieurs-mois_3726351_1819218.html.

Jean-Louis van Regemorter, *La Russie et l'ex-URSS au XXe siècle* (Paris : Armand Colin, coll. « Histoire / Prépas », 1998), 137 - 185.

Jean-Marie Chauvier, « Aux origines de l'autoritarisme actuel : le libéralisme russe au son du canon » *Le Monde diplomatique*, octobre 2014, 14–15, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/CHAUVIER/50848>

Jean Radvanyi, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 1re éd. 2007, rééd. 2010, p. 84, 145, 369-446. [La nouvelle Russie, Jean Radvanyi](#)

Jean-Robert Raviot, « D'une guerre froide à l'autre ? La Russie et l'Occident de 1989 à nos jours », dans *Vers une nouvelle guerre froide ? La Russie et l'Occident*, 19-49.

Jean-Rodrigue Paré, *Le conflit entre la Russie et la Géorgie*, Bibliothèque du Parlement du Canada, Division des affaires juridiques et législatives, PRB 08-36F, 13 février 2009. https://publications.gc.ca/collections/collection_2009/bdp-lop/prb/prb0836-f.pdf

Jo Crotty, « Russia's Post-Soviet Transition Offers Warning on Hidden Unemployment of Coronavirus Furlough Schemes,» *The Conversation*, 1 juillet 2020, consulté le 15 décembre 2025, <https://theconversation.com/russias-post-soviet-transition-offers-warning-on-hidden-unemployment-of-coronavirus-furlough-schemes-140126>

Juliet Johnson, « Lessons (Half-Learned): Comparing the 1998 and 2014 Ruble Crises,» *PONARS Eurasia*, Policy Memo no. 370, 23 juillet 2015, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.ponarseurasia.org/lessons-half-learned-comparing-the-1998-and-2014-ruble-crises/>

Les Yeux du Monde, « L'économie russe dans les années 1990 (2/2) ». *Les Yeux du Monde*, 16 décembre 2025. <https://les-yeux-du-monde.fr/histoires/12910-leconomie-russe-dans-les-annees-2>

Macrotrends, *Unemployment Rate*, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.macrotrends.net/global-metrics/countries/rus/russia/unemployment-rate>

Maxime Petrovski et **Renaud Fabre**, « La 'thérapie' et les chocs : dix ans de transformation économique en Russie,» *Hérodote* no. 104, no. 1 (2002): 144–165, consulté le 15 décembre 2025, <https://shs.cairn.info/revue-herodote-2002-1-page-144?lang=fr>

Natalya Akindinova, **Yaroslav Kuzminov**, **Evgeny Yasin**. «Russia's economy: Before the long transition». *Russian Journal of Economics (RUJEC)*, article no. 27970. <https://shs.cairn.info/revue-herodote-2002-1-page-144?lang=fr>

Olga Konkka, « Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire : la Russie depuis 1991,» *EHNE / Éduscol*, consulté le 15 décembre 2025, <https://ehne.fr/fr/eduscol/premi%C3%A8re-hggsp/premi%C3%A8re-hggsp/th%C3%A8me-2-analyser-les-ressorts-et-les-dynamiques-des-puissances-internationales/une-puissance-qui-se-reconstruit-apr%C3%A8s-l%E2%80%99%C3%A9clatement-d%E2%80%99un-empire-la-russie-depuis-1991>

Perspective Monde, « Signature d'un accord de cessez-le-feu entre la Russie et la Tchétchénie », no 188, consulté le 15 décembre 2025, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/188>

Sergueï Stepashin, K. Kobets et Dmitri Volkogonov, « Memorandum about Results of the Delegation of the Supreme Soviet RSFSR's Visit to Belgium on Invitation of the NATO Headquarters », mémorandum adressé à Boris Eltsine, 3 juillet 1991 (Washington, D.C. : National Security Archive, George Washington University, 1991), consulté le 15 décembre 2025, <https://nsarchive.gwu.edu/sites/default/files/documents/4390815/Document-01-Memorandum-to-Boris-Yeltsin-about.pdf>

StatBureau.org, « Russian Federation Annual and Monthly Inflation Tables, » StatBureau.org, dernier mis à jour le 10 décembre 2025, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.statbureau.org/en/russia/inflation-tables>.

Xavier Chauvier, « La grève des mineurs se durcit », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014, consulté le 15 décembre 2025, <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/CHAUVIER/50848>

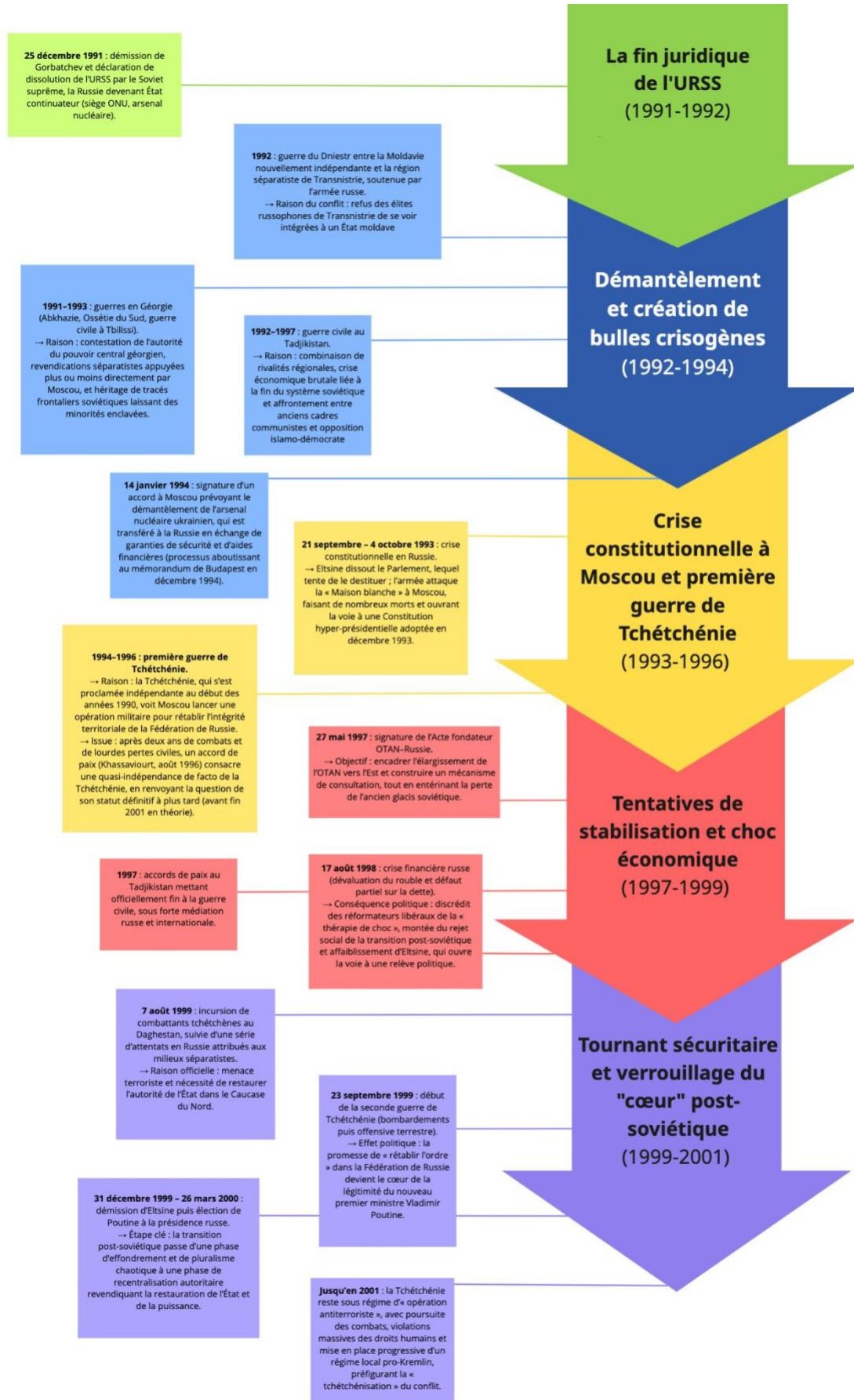
WebmestreAgile, « Chapitre VI - Les doctrines post-soviétiques », dans Institut de Stratégie Comparée publié 11 février 2023, <https://www.institut-strategie.fr/author/webmestreagile/>

Wikipedia, *Economic History of the Russian Federation*, *The Free Encyclopedia*, dernière modification consultable en ligne, consulté le 15 décembre 2025, https://en.wikipedia.org/wiki/Economic_history_of_the_Russian_Federation

Wikipedia, *1998 Russian Financial Crisis*, *The Free Encyclopedia*, consulté le 15 décembre 2025, https://en.wikipedia.org/wiki/1998_Russian_financial_crisis

World Bank, *Income, Inequality, and Poverty during the Transition from Planned to Market Economy* (Washington, DC: World Bank, n.d.), PDF, consulté le 15 décembre 2025, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/229251468767984676/pdf/multi-page.pdf>

Frise chronologique du démantèlement de l'URSS de 1991 à 2001 :



EGE Ecole de Guerre
Economique

EGE Ecole de Guerre
Economique

Ecole de Guerre Economique

196 rue de Grenelle, 75007 Paris

ege.fr



AEGE – Le réseau d'experts en
intelligence économique

aege.fr

portail-ie.fr

info Guerre.fr